



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 76.975/2/V
du 28 août 2024

advies 76.975/2/V
van 28 augustus 2024

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
8 mai 2018 fixant les secteurs
d'activités et les autorités
administratives compétentes
visées à l'article 22^{quinquies},
§ 7 de la loi du
11 décembre 1998 relative à la
classification et aux
habilitations, attestations et
avis de sécurité'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
8 mei 2018 tot vaststelling van
de activiteitensectoren en de
bevoegde administratieve
overheden bedoeld in
artikel 22^{quinquies}, § 7 van de
wet van 11 december 1998
betreffende de classificatie en
de veiligheidsmachtigingen,
veiligheidsattesten en
veiligheidsadviezen'

Le 16 juillet 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit ^{*} jusqu'au 3 septembre 2024, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 8 mai 2018 fixant les secteurs d'activités et les autorités administratives compétentes visées à l'article 22^{quinquies}, § 7 de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 28 août 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Pierre-Olivier DE BROUX, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été rédigé par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section, et Stéphane TELLIER, premier auditeur, et présenté par Xavier DELGRANGE.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 août 2024.

*

^{*} Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

Op 16 juli 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 3 september 2024 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 mei 2018 tot vaststelling van de activiteitensectoren en de bevoegde administratieve overheden bedoeld in artikel 22*quinquies*, § 7 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen’.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 28 augustus 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is opgesteld door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd, en Stéphane TELLIER, eerste auditeur, en uitgebracht door Xavier DELGRANGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 augustus 2024.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

1. Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait que la dissolution des Chambres législatives emporte que, depuis cette date et jusqu'à ce que, à la suite de l'élection des membres de la Chambre des représentants, le Roi nomme un nouveau Gouvernement, le Gouvernement ne dispose plus de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

2. S'agissant de l'entrée en vigueur de la loi du 2 juin 2024 'modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, attestations de sécurité, avis de sécurité et au service public réglementé et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', il est renvoyé à l'observation n° 1 formulée au titre des fondements juridiques de l'avis 76.972/2/V donné ce jour.

COMPÉTENCE

1. S'agissant de la question de la compétence du Roi de désigner des « autorités administratives compétentes » sur la base de l'article 24, § 2, 1^o, de la loi du 11 décembre 1998 'relative à la classification, aux habilitations de sécurité, attestations de sécurité, avis de sécurité et au service public réglementé', il est renvoyé à l'observation suivante, formulée dans l'avis 75.110/2 donné le 27 février 2024 sur un avant-projet devenu la loi du 2 juin 2024 'modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, attestations de sécurité, avis de sécurité et au service public réglementé et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel' :

« 1. L'article 24, § 2, en projet (article 11 de l'avant-projet) de la loi du 11 décembre 1998 'relative à la classification, aux habilitations de sécurité, attestations de sécurité, avis de sécurité et au service public réglementé' (ci-après : la 'loi du 11 décembre 1998 'Habilitations') permet aux 'autorités administratives compétentes suivantes' d'introduire la demande générale préalable d'autorisation de solliciter des avis de sécurité, à savoir les 'autorités compétentes, en fonction des secteurs d'activités, déterminés par le Roi par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, dans les cas décrits au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}'.

Selon le commentaire de l'article 24 en projet, l'objectif poursuivi est notamment le suivant :

‘élargir la possibilité à certains secteurs d'imposer la possession d'avis de sécurité, comme le recommande aussi la Cour des comptes, notamment : les secteurs liés à l'approvisionnement et la distribution de l'eau potable, celui de l'assainissement des eaux usées, celui de la production, de la transformation et de la distribution de denrées alimentaires.

Il est également tenu compte de la volonté d'ouvrir cette possibilité aux autorités régionales dans le cadre de leurs compétences en matière de sécurité et aux ministres et secrétaires d'État dans le cadre des contacts professionnels avec des prestataires de services en Belgique’.

Invitée à préciser quelles sont les ‘autorités compétentes’ qui pourraient introduire une demande générale préalable de vérification au sens de l'article 24, § 2, 1^o, en projet, la déléguée de la Ministre a indiqué ce qui suit :

‘Ce ne sont pas les personnes morales de droit privé ou public qui introduisent la demande générale préalable mais les autorités administratives compétentes en fonction du secteur d'activité (déterminées par le Roi dans l'arrêté visé à l'article 24, § 2, 1^o : L'arrêté royal fixant les secteurs d'activités et les autorités administratives compétentes visées à l'article 22quinquies, § 7 (ancien), de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité doit être légèrement adapté pour répondre aux demandes de quelques secteurs qui n'avaient initialement pas été prévus, tel que le secteur de l'eau potable et du traitement des eaux usées, celui de la production, la transformation et la distribution de denrées alimentaires). Les personnes morales de droit privé ou public ne sont pas déterminées dans un arrêté royal et ne peuvent introduire directement une demande générale préalable d'avis de sécurité’.

2. L'article 24, § 2, en projet permet par conséquent le recours à des avis de sécurité dans des secteurs d'activités relevant des compétences régionales (en particulier la protection et la distribution d'eau, au sens de l'article 6, § 1^{er}, II, 4^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 ‘de réformes institutionnelles’), conformément aux recommandations formulées en ce sens par la Cour des comptes¹.

Compte tenu de l'explication donnée ci-dessus quant à la distinction à opérer entre ‘autorités administratives compétentes pour un secteur’, qui sont seules compétentes pour introduire une ‘demande générale préalable de vérification de sécurité’², et personnes morales appartenant au secteur concerné, qui n'ont pas cette compétence d'introduire cette demande générale préalable, le régime mis en place a pour effet que ce seront des autorités administratives régionales ou communautaires qui sont rendues compétentes pour introduire la demande générale préalable chaque fois que le Roi inclura dans le champ d'application de l'arrêté royal qu'appelle la mise en œuvre du dispositif en projet des ‘secteurs d'activité’ relevant des compétences de ces entités.

Il va de soi que le mécanisme ainsi envisagé doit respecter l'autonomie des entités fédérées concernées. Le législateur fédéral ne pourrait en effet imposer unilatéralement – par le biais d'une loi ordinaire – une collaboration forcée des entités fédérées au système mis en place par l'avant-projet en requérant des autorités administratives régionales ou

¹ Note de bas de page n° 1 de l'avis cité : Rapport « Vérifications de sécurité réalisées par l'Autorité nationale de sécurité (ANS). Réglementation et organisation », avril 2022 (https://www.ccrek.be/sites/default/files/Docs/2022_14_SecuANS.pdf), p. 31, point 2.1.5.

² Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Sur ces mots, voir l'observation particulière n° 1 formulée sous l'article 24 en projet (article 11 de l'avant-projet).

communautaires qu'elles agissent comme organe d'exécution d'une loi fédérale pour ces secteurs d'activité. L'article 24, § 2, 1^o, en projet ne soulève toutefois pas de difficulté de ce point de vue puisqu'il se borne à autoriser 'les autorités administratives' compétentes pour des secteurs d'activité non fédéraux à décider librement si, pour les secteurs qui relèvent de leurs compétences, elles souhaitent ou non formuler une demande générale préalable ³.

Dans le même sens, l'habilitation au Roi ne pourrait être lue comme lui permettant de désigner directement les autorités administratives régionales compétentes pour ces secteurs d'activités car, ce faisant, le Roi s'immiscerait dans l'organisation interne des entités fédérées ⁴. Le commentaire des articles gagnerait à clarifier en ce sens la portée du dispositif » ⁵.

2. Selon le rapport au Roi, l'arrêté demeure dans les compétences de l'autorité fédérale, étant conforme à l'avis 75.110/2 en ce qu'il se « borne à autoriser 'les autorités administratives' compétentes pour des secteurs d'activité non fédéraux à décider librement si, pour les secteurs qui relèvent de leurs compétences, elles souhaitent ou non formuler une demande générale préalable » ⁶.

Toutefois, l'annexe ne se contente pas d'autoriser les autorités administratives régionales et communautaires, mais identifie parmi celles-ci l'autorité habilitée à formuler une demande.

Afin de se conformer aux règles de répartition des compétences qui viennent d'être rappelées, de l'accord de la déléguée de la Ministre, le projet laissera les autorités communautaires et régionales désigner les autorités qui relèvent de leur sphère de compétences. L'on écrirait alors « l'autorité désignée par la communauté ou la région ».

FORMALITÉ PRÉALABLE

Selon la lettre de demande d'avis, et comme l'a confirmé la déléguée de la Ministre, le projet examiné a été soumis pour avis au Comité permanent R.

³ *Note de bas de page n° 3 de l'avis cité* : Voir en ce sens l'avis 73.454/4 donné le 7 juin 2023 sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 12 octobre 2023 'introduisant des dispositions relatives au traitement des données à caractère personnel dans le cadre des programmes de médecine préventive dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé' (*Doc. parl.*, Parl. w., 2022-2023, n° 1432/1, p. 18, observation n° 4.2) ainsi que l'avis 48.989/VR donné le 9 décembre 2010 sur un avant-projet devenu la loi du 1^{er} juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques.

⁴ *Note de bas de page n° 4 de l'avis cité* : Contrairement au contenu de l'annexe actuelle de l'arrêté royal du 8 mai 2018 'fixant les secteurs d'activités et les autorités administratives compétentes visées à l'article 22quinquies, § 7, de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité', qui détermine à la fois les secteurs d'activités concernés et les autorités administratives compétentes. Tel ne pourra plus être le cas pour les secteurs d'activités relevant des compétences des entités fédérées pour lesquels l'arrêté devra se limiter à viser l'autorité administrative compétente pour les secteurs concernés sans la désigner nommément.

⁵ *Doc. parl.*, Chambre, 2023-2024, n° 55-3938/001, pp. 66-68.

⁶ *Ibidem*, p. 67.

Selon la déléguée de la Ministre, l'avis du Comité permanent R

« a été sollicité. Le Comité R en a accusé réception le 18/06/2024. Nous ignorons dans quel délai cet avis sera rendu ».

Il sera veillé au bon accomplissement de cette formalité, qui sera visée au préambule.

Si l'accomplissement de celle-ci devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, il convient d'écrire « inséré par la loi du 2 juin 2024 ».
2. Dans l'alinéa faisant mention de la délibération en Conseil des ministres, les mots « le 17 mai 2024 » seront omis.

DISPOSITIF

Article 2

Si le 2^o formule d'une autre manière la disposition transitoire prévue à l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal du 8 mai 2018, celle-ci ne concerne que les autorisations de solliciter des vérifications de sécurité données avant le 1^{er} juin 2018. Invitée à préciser ce qu'il en est des autorisations de solliciter des vérifications de sécurité données entre le 1^{er} juin 2018 et la date d'entrée en vigueur du projet, qui, selon son article 4, est prévue à la date d'entrée en vigueur de la loi du 2 juin 2024, et s'il ne convient pas de prévoir une disposition transitoire quant à la validité de ces dernières, la déléguée de la Ministre a répondu :

« Le 01.06.2018 est la date d'entrée en vigueur de l'AR du 8.05.2018, qui exécute l'art. 22quinquies de la loi du 11.12.1998 (inséré par l'art. 4 de la L. du 3 mai 2005). À partir du 1.06.2018, les secteurs compétents pour solliciter des avis de sécurité sont ceux déterminés dans l'annexe de l'AR et la procédure à suivre est celle de l'art. 22quinquies.

À partir de cette date, il n'y a donc plus eu de décision administrative soumise à l'approbation de l'ANS ou d'approbation de telles décisions par l'ANS. Il n'est donc pas nécessaire de prévoir une disposition transitoire pour la période entre le 1^{er} juin 2018 et la date d'entrée en vigueur de la loi du 02.06.2024.

Il était néanmoins nécessaire de sauvegarder les décisions administratives antérieures au 1^{er} juin 2018 (approuvées par l'ANS entre 2005 et 2018). Tous les secteurs concernés par ces décisions sont bien intégrés à l'annexe à l'AR de 2018, mais ils étaient et restent autorisés à solliciter des vérifications de sécurité suivant la procédure qu'ils ont suivi entre 2005 et 2018.

Par contre, votre remarque m'amène à proposer l'ajout d'une disposition transitoire à insérer dans le texte du projet d'AR portant exécution du chapitre IV 'Des avis de sécurité'. En effet, nous devons envisager la validité des attestations de sécurité déjà délivrées pour les célébrations officielles de l'Armistice (11.11.2024) et celle des attestations délivrées pour les sommets européens et événements d'ampleur similaire organisés par le Conseil de l'UE ».

Le projet d'arrêté royal faisant l'objet de l'avis 76.972/2/V donné ce jour sera dès lors complété par une disposition transitoire rédigée en ce sens.

Article 5

Dans la version française, il y a lieu d'écrire chaque fois « le » ministre et d'insérer les mots « sont chargés, » avant les mots « chacun en ce qui le concerne, ».

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies wordt gegeven, vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de adviesaanvrager erop dat de ontbinding van de wetgevende kamers tot gevolg heeft dat de regering sedert die datum en totdat, na de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, een nieuwe regering is benoemd door de Koning, niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

2. In verband met de inwerkingtreding van de wet van 2 juni 2024 ‘houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten, veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’ wordt verwezen naar advies 76.972/2/V dat vandaag is uitgebracht, met name naar opmerking 1 over de rechtsgronden.

BEVOEGDHEID

1. Wat betreft de vraag of de Koning bevoegd is om “bevoegde administratieve overheden” aan te wijzen op basis van artikel 24, § 2, 1°, van de wet van 11 december 1998 ‘betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten, veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst’, wordt verwezen naar de volgende opmerking die gemaakt is in advies 75.110/2, gegeven op 27 februari 2024 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 2 juni 2024 ‘houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten, veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’:

“1. Op grond van het ontworpen artikel 24, § 2 (artikel 11 van het voorontwerp), van de wet van 11 december 1998 ‘betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten, veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst’ (hierna: ‘de wet ‘Machtigingen’ van 11 december 1998’) kunnen de “volgende bevoegde administratieve overheden” de voorafgaande algemene aanvraag indienen tot machtiging om

veiligheidsadviezen aan te vragen, namelijk de ‘bevoegde overheden, afhankelijk van de activiteitensectoren, bepaald door de Koning bij een in de Ministerraad overleg[d] besluit, in de gevallen beschreven in paragraaf 1, eerste lid’.

Volgens de bespreking van het ontworpen artikel 24 wordt meer bepaald de volgende doelstelling nagestreefd:

‘(...) de mogelijkheid [uitbreiden] om bepaalde sectoren te verplichten veiligheidsadviezen bij te houden, zoals ook aanbevolen door het Rekenhof, met name: de sectoren die verband houden met de levering en distributie van drinkwater, de behandeling van afvalwater en de productie, verwerking en distributie van voedingsmiddelen.

Er werd ook rekening gehouden met de wens om deze mogelijkheid open te stellen voor regionale overheden in het kader van hun bevoegdheden inzake veiligheid en voor ministers en staatssecretarissen in het kader van professionele contacten met dienstverleners in België.’

Op de vraag te preciseren wie de ‘bevoegde overheden’ zijn die een voorafgaande algemene aanvraag om een verificatie zouden kunnen indienen in de zin van het ontworpen artikel 24, § 2, 1°, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

‘Ce ne sont pas les personnes morales de droit privé ou public qui introduisent la demande générale préalable mais les autorités administratives compétentes en fonction du secteur d’activité (déterminées par le Roi dans l’arrêté visé à l’article 24, § 2, 1° : L’arrêté royal fixant les secteurs d’activités et les autorités administratives compétentes visées à l’article 22quiquies, § 7 (ancien), de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité doit être légèrement adapté pour répondre aux demandes de quelques secteurs qui n’avaient initialement pas été prévus, tel que le secteur de l’eau potable et du traitement des eaux usées, celui de la production, la transformation et la distribution de denrées alimentaires). Les personnes morales de droit privé ou public ne sont pas déterminées dans un arrêté royal et ne peuvent introduire directement une demande générale préalable d’avis de sécurité’.

2. Het ontworpen artikel 24, § 2, maakt het bijgevolg mogelijk om gebruik te maken van veiligheidsadviezen in activiteitensectoren die tot de bevoegdheid van de regionale overheden behoren (in het bijzonder de waterproductie en watervoorziening, in de zin van artikel 6, § 1, II, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’), overeenkomstig de aanbevelingen die het Rekenhof in die zin heeft geformuleerd.¹

Rekening houdend met de hiervoor gegeven uitleg over het onderscheid dat moet worden gemaakt tussen ‘administratieve overheden bevoegd voor een sector’, die als enige bevoegd zijn om een ‘voorafgaande algemene aanvraag van veiligheidsverificatie’² in te dienen, en rechtspersonen die tot de betrokken sector behoren, die niet de bevoegdheid hebben om die voorafgaande algemene aanvraag in te dienen, heeft de ingevoerde regeling tot gevolg dat administratieve overheden van de gewesten of de gemeenschappen bevoegd worden gemaakt om de voorafgaande algemene aanvraag in te dienen telkens wanneer de Koning ‘activiteitensectoren’ die onder de bevoegdheid van die entiteiten vallen, opneemt in het toepassingsgebied van het koninklijk besluit dat nodig is voor de tenuitvoerlegging van het ontworpen dispositief.

¹ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Verslag “Veiligheidsverificaties door de Nationale Veiligheidsoverheid (NVO). Regelgeving en organisatie”, april 2022 (https://www.ccrek.be/sites/default/files/Docs/2022_14_VeilNVO.pdf), p. 31, punt 2.1.5.

² Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Wat die woorden betreft, zie de bijzondere opmerking 1 geformuleerd onder het ontworpen artikel 24 (artikel 11 van het voorontwerp).

Het spreekt voor zich dat het aldus beoogde mechanisme de autonomie van de betrokken deeltentiteiten in acht moet nemen. De federale wetgever kan immers niet eenzijdig – bij wege van een gewone wet – een gedwongen medewerking van de deeltentiteiten aan het systeem dat bij het voorontwerp wordt ingevoerd, opleggen door van de administratieve overheden van de gewesten en de gemeenschappen te eisen dat ze handelen als uitvoerend orgaan van een federale wet voor die activiteitensectoren. Het ontworpen artikel 24, § 2, 1^o, doet vanuit dat oogpunt evenwel geen moeilijkheden rijzen aangezien het zich ertoe beperkt, de ‘administratieve overheden’ die bevoegd zijn voor niet-federale activiteitensectoren te machtigen om vrij te beslissen of ze voor de sectoren die onder hun bevoegdheid vallen, al dan niet een voorafgaande algemene aanvraag willen doen.³

In dezelfde zin kan de machtiging verleend aan de Koning niet gelezen worden als een machtiging op grond waarvan hij rechtstreeks de regionale administratieve overheden bevoegd voor die activiteitensectoren mag aanwijzen, aangezien de Koning zich door dat te doen zou inmengen in de interne organisatie van de deeltentiteiten.⁴ De strekking van het dispositief zou in die zin in de bespreking van de artikelen moeten worden verduidelijkt.”⁵

2. Volgens het verslag aan de Koning blijft het besluit binnen de bevoegdheden van de federale overheid en is het in overeenstemming met advies 75.110/2, doordat het “zich ertoe beperkt de administratieve overheden die bevoegd zijn voor niet-federale activiteitensectoren, te machtigen om vrij te beslissen of ze voor de sectoren die onder hun bevoegdheid vallen, al dan niet een voorafgaande algemene aanvraag willen doen”.⁶

De bijlage beperkt zich evenwel niet ertoe de administratieve overheden van de gemeenschappen en gewesten een machtiging te verlenen, maar geeft ook aan welke van die overheden bevoegd is om een aanvraag te doen.

Om zich aan de zonet in herinnering gebrachte regels inzake bevoegdheidsverdeling te houden, moet het ontwerp, zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd, het aan de overheden van de gemeenschappen en gewesten overlaten de overheden aan te wijzen die binnen hun bevoegdheidssfeer vallen. Er zou dus moeten worden geschreven: “de door de gemeenschap of het gewest aangewezen overheid”.

³ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Zie in die zin advies 73.454/4 van 7 juni 2023 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van het Waals Gewest van 12 oktober 2023 ‘tot invoering van bepalingen betreffende de verwerking van persoonsgegevens in het kader van programma’s voor preventieve geneeskunde in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid’ (Parl.St. W.Parl. 2022-23, nr. 1432/1, 18, opmerking nr. 4.2), alsook advies 48.989/VR van 9 december 2010 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 1 juli 2011 ‘betreffende de beveiliging en de bescherming van de kritieke infrastructuren’.

⁴ Voetnoot 4 van het geciteerde advies: In tegenstelling tot wat te lezen staat in de huidige bijlage bij het koninklijk besluit van 8 mei 2018 ‘tot vaststelling van de activiteitensectoren en de bevoegde administratieve overheden bedoeld in artikel 22quinquies, § 7, van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen’, waarin zowel bepaald wordt welke de betrokken activiteitensectoren zijn als welke de bevoegde administratieve overheden zijn. Dat zal niet meer mogelijk zijn voor de activiteitensectoren die onder de bevoegdheid van de deeltentiteiten vallen. In dat geval mag in het besluit enkel verwezen worden naar de administratieve overheid die voor de betrokken sectoren bevoegd is, zonder die bij naam te noemen.

⁵ Parl.St. Kamer 2023-24, nr. 55-3938/001, 66-68.

⁶ Ibidem, 67.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Zoals uit de brief met de adviesaanvraag blijkt en zoals de gemachtigde van de minister heeft bevestigd, is het voorliggende ontwerp om advies voorgelegd aan het Vast Comité I.

De gemachtigde van de minister stelt over het advies van het Vast Comité I het volgende:

“[Il] a été sollicité. Le Comité R en a accusé réception le 18/06/2024. Nous ignorons dans quel délai cet avis sera rendu”.

Er moet op worden toegezien dat dit vormvereiste naar behoren wordt vervuld en in de aanhef wordt vermeld.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dit vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het eerste lid dient men te schrijven: “ingevoegd door de wet van 2 juni 2024”.
2. In het lid waarin melding gemaakt wordt van het overleg in de Ministerraad moeten de woorden “op 17 mei 2024” worden weggelaten.

DISPOSITIEF

Artikel 2

De overgangsbepaling, vervat in artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 8 mei 2018, wordt in de bepaling onder 2° weliswaar op een andere manier geformuleerd, maar feit is dat ze enkel betrekking heeft op toestemmingen voor het aanvragen van veiligheidsverificaties die voor 1 juni 2018 zijn gegeven. De gemachtigde van de minister is gevraagd hoe het zit met de toestemmingen voor het aanvragen van veiligheidsverificaties die zijn gegeven tussen 1 juni 2018 en de datum van inwerkingtreding van het ontwerp, die volgens artikel 4 op de datum van inwerkingtreding van de wet van 2 juni 2024 valt, en of er geen overgangsbepaling met betrekking tot de rechtsgeldigheid van die laatstgenoemde toestemmingen moet worden voorzien. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“Le 01.06.2018 est la date d’entrée en vigueur de l’AR du 8.05.2018, qui exécute l’art. 22quinquies de la loi du 11.12.1998 (inséré par l’art. 4 de la L. du 3 mai 2005). À partir du 1.06.2018, les secteurs compétents pour solliciter des avis de sécurité sont ceux déterminés dans l’annexe de l’AR et la procédure à suivre est celle de l’art. 22quinquies.

À partir de cette date, il n'y a donc plus eu de décision administrative soumise à l'approbation de l'ANS ou d'approbation de telles décisions par l'ANS. Il n'est donc pas nécessaire de prévoir une disposition transitoire pour la période entre le 1^{er} juin 2018 et la date d'entrée en vigueur de la loi du 02.06.2024.

Il était néanmoins nécessaire de sauvegarder les décisions administratives antérieures au 1^{er} juin 2018 (approuvées par l'ANS entre 2005 et 2018). Tous les secteurs concernés par ces décisions sont bien intégrés à l'annexe à l'AR de 2018, mais ils étaient et restent autorisés à solliciter des vérifications de sécurité suivant la procédure qu'ils ont suivi entre 2005 et 2018.

Par contre, votre remarque m'amène à proposer l'ajout d'une disposition transitoire à insérer dans le texte du projet d'AR portant exécution du chapitre IV 'Des avis de sécurité'. En effet, nous devons envisager la validité des attestations de sécurité déjà délivrées pour les célébrations officielles de l'Armistice (11.11.2024) et celle des attestations délivrées pour les sommets européens et événements d'ampleur similaire organisés par le Conseil de l'UE."

Het ontwerp van koninklijk besluit waarover vandaag advies 76.972/2/V verstrekt is, moet dan ook worden aangevuld met een overgangsbepaling in die zin.

Artikel 5

In de Franse tekst moet telkens "le" ministre geschreven worden en moeten de woorden "sont chargés" worden ingevoegd voor de woorden "chacun en ce qui le concerne,".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Bernard BLERO